

**ALLIANCE POUR LA DEMOCRATIE ET LA RECONCILIATION NATIONALE
(ADRN) IGIHANGO**

Avenue de Roodebeek 151 bte 1 ; 1030

Bruxelles-Belgique

Contact: Secrétariat général: tél: 0032 494 12 42 85.

COMMUNIQUE DE PRESSE

La dictature de Kigali intensifie le harcèlement de la population

Sous prétexte de pourchasser les "infiltrés" dans la Capitale rwandaise, la dictature de Kigali vient de décréter une mesure d'exception, lourde de conséquences en matière de sécurité de la population.

En effet, le gouvernement rwandais a décidé que désormais, pour pouvoir résider à Kigali, chaque habitant de la ville de Kigali doit être muni d'une attestation délivrée par toutes les autorités hiérarchiques locales (de la cellule à la commune) de son lieu de naissance.

Cette attestation doit certifier que la personne est bien originaire de la localité, est de bonne conduite vie et mœurs et est autorisée à résider dans n'importe quelle autre partie du territoire.

Un délai allant jusqu'à jeudi le 21 mai 2004 a été accordé pour l'acquisition de ce document. Passé ces délais, quiconque ne sera pas en possession de cette attestation sera considéré comme un "infiltré".

Tous les observateurs se souviennent que cette mesure intervient après quelques semaines de rumeurs artificiellement propagées par le régime sur des "attaques" qui proviendraient de la République Démocratique du Congo (RDC).

Ces rumeurs n'avaient d'autre objet que de justifier, une fois de plus, l'invasion et l'occupation militaire de la RDC par l'armée de Kagamé et d'entretenir un état de guerre permanent permettant au régime de camoufler ses incompétences et de poursuivre infiniment la chasse à l'homme.

Des observateurs avisés sur place (à Kigali) affirment que vu le délais trop court accordé pour l'obtention du document en question, et compte tenu surtout du climat de terreur qui règne actuellement dans le pays et de la mauvaise foi affichée par le régime, très peu de personnes pourront se procurer le document dans les délais.

L'on peut prévoir les conséquences pour ceux qui n'obtiendront pas cette attestation: la perte d'emploi, les arrestations, les meurtres, la voie de la clandestinité, et l'insécurité au sens large du terme.

Face à cet état des choses, l'Alliance pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale (ADRN)-Igihangho lance un appel pressant à l'ONU, à

l'Union Européenne, à l'Union Africaine et aux Etats membres, ainsi qu'à toutes les organisations humanitaires et de défense des droits de la personne humaine, pour qu'ils interviennent en urgence en faveur du peuple rwandais en détresse suite aux méfaits d'une dictature aux abois.

L'alliance Igihango souligne, une fois de plus, que le choix délibéré fait par la dictature de Kigali de recourir à la terreur pour régler la question du contentieux inter rwandais constitue un handicap irréversible, et ne pourra nullement contribuer à la pacification du Rwanda et de la région des Grands Lacs.

Par contre, l'alliance Igihango croit que seul un dialogue inclusif et sans tabous pourra contribuer valablement à trouver une issue honorable à la problématique rwandaise et à mettre fin au rôle déstabilisateur joué par notre pays dans toute la région des Grands Lacs depuis déjà quinze ans.

Fait à Bruxelles, le 18 mai 2004

Pour l'alliance Igihango

Félicien Kanyamibwa
(Sé)
Président a.i